

ABDELMALEK SAYEH

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OFFICE NATIONAL
DE LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LA TOXICOMANIE«Le trafic de drogue finance
le terrorisme en Algérie»Les enquêtes ont établi un lien étroit entre les groupes terroristes en Algérie
et les barons du trafic de drogue.

ACHRA MAMMERRI

P

eut-on égorgé un nourrisson, violer une femme, se donner la mort, se faire exploser quand on jouit de toutes ses facultés ? M. Abdelmalek Sayeh, directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie est catégorique : les kamikazes agissent sous l'emprise de la drogue.

Ils ne sont pas conscients au moment de commettre leurs crimes. Sayeh vient appuyer les déclarations du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Yazid Zerhouni, qui a récemment affirmé que les enquêtes menées par les services de sécurité confirment que la plupart des kamikazes à l'origine des derniers attentats étaient drogués. Le procédé n'est pas nouveau : l'invité de la rubrique

A cœur ouvert avec L'Expression nous renvoie 13 ans en arrière, plus précisément à l'attentat du boulevard Amirouche en 1995, qui fut perpétré, selon lui, par un kamikaze drogué. Idem pour celui de la Dgsm. «Le recours à différentes sortes de drogues, comme les psychotropes, la cocaïne, l'héroïne au sein des groupes terroristes est très courant», soutient notre interlocuteur qui reconnaît néanmoins que le phénomène a pris de l'ampleur ces dernières années. Pourquoi ?

M. Sayeh en fait sa propre lecture. Il estime que la faillite du discours «religieux extrémiste» a amené ces groupes à diversifier leur mode d'opération et de recrutement : «L'ère de l'endoctrinement est révolue. Les jeunes ne croient plus au discours qui leur promet le Paradis. Il fallait trouver un autre moyen de les attirer vers la violence. La drogue en est un». Il en veut

pour preuve le profil des nouvelles recrues : «Les recrutements s'opèrent généralement dans les milieux sociaux défavorisés. Ils visent, en premier lieu, les toxicomanes et les adolescents de 14 à 16 ans».

Partant de ce constat, la sonnette d'alarme est tirée : le toxicomane est une proie facile pour le terrorisme. «La lutte contre ce fléau passe désormais par la prise en charge sérieuse de cette catégorie de personnes». Par ailleurs, a fait savoir l'invité de L'Expression, les enquêtes ont établi un lien étroit entre les groupes terroristes en Algérie et les barons du trafic de drogues. «Les services de sécurité ont saisi des quantités importantes de drogues chez des terroristes arrê-



Abdelmalek Sayeh répondant aux questions de nos journalistes.

tés à la frontière ouest», soutient-il. Les terroristes recourent à ce trafic pour financer l'achat d'armes et de produits explosifs. «Durant les années 80, ces groupes disposaient des moyens financiers nécessaires pour leurs activités. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Cela les amène à recourir à ce trafic». Les terroristes utilisent tous les moyens, ajoute-t-il, pour

atteindre leurs objectifs. Devant l'impossibilité de trouver des ressources financières officielles, ils font appel à des réseaux de trafic de drogues.

Ce n'est plus un secret. Ces réseaux financent le terrorisme en Algérie. Des rapports réalisés par les Renseignements généraux (RG) français et le Centro national de inteligencia espagnol ont affirmé que le financement

du terrorisme au Maghreb semble provenir en partie du trafic de drogues.

Selon les mêmes documents, les kamikazes avaient obtenu des explosifs contre d'importantes quantités de haschisch, mettant en garde contre la convergence des intérêts des réseaux de trafic de drogue avec ceux des réseaux de trafic d'armes et des réseaux terroristes, ce qui pour-

rait représenter un danger réel pour la sécurité de la région. Les enquêteurs ont constaté que «les éléments du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (Gspc) achetaient en Espagne des paquets de cocaïne et des comprimés psychotropes pour les revendre en Algérie au prix sont 10 fois plus élevés que dans l'Union européenne, en raison de leur rareté».

A. M.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

OTHMANE SIDDIK

P

hénomène encore inconnu en Algérie, voici seulement quelques années, la drogue, sous toutes ses formes, est en passe de devenir un fléau qui ne peut plus être ni ignoré et encore moins minimisé. Devant cette montée en puissance de la pratique de la drogue, la première question qui vient à l'esprit est bien de savoir comment nous en sommes arrivés, en si peu de temps, à cette situation aujourd'hui, pénalisante pour des milliers de personnes, les jeunes singulièrement, qui se sont laissés prendre dans les rets du rêve synthétique. Certes, la malvie, le chômage, la difficulté de s'insérer dans la société peuvent être un angle de lecture du phénomène, mais cela n'explique pas tout. Surtout lorsqu'on sait que le commerce de la drogue est devenu une industrie à l'échelle planétaire qui brasse des milliards de dollars - estimée par M. Sayeh à quelque 800 milliards de dollars, annuellement.

Pacte qui, à l'évidence, ne laisse pas indifférents les marchands de la mort, d'autant plus qu'ils semblent avoir trouvé dans l'Algérie un terrain favorable à l'expansion de leur trafic avec toutes les retombées que

celui-ci peut avoir sur de nombreux jeunes attirés par la certitude d'une richesse rapide synonyme d'ascension sociale. L'argent attire l'argent, outre les dégâts, physiques et moraux, que la drogue a sur les consommateurs. Et le danger est en fait là, lorsqu'on excipe du fait que l'Algérie, terre de transit de la drogue vers les pays européens, tend à devenir elle-même pays consommateur.

Ce que le ministre de la Santé, Amar Tou, a souligné dimanche dernier, lorsqu'il a indiqué que la moitié de la drogue qui transite par l'Algérie est «consommée localement».

C'est dire que la situation, loin de s'améliorer, s'est plutôt aggravée, alors que même si les pouvoirs publics commencent à prendre conscience de la gravité du phénomène de la drogue, il n'en reste pas moins que peu est encore fait tant dans le domaine de la prévention que dans celui de la lutte contre ce fléau pour espérer le contenir ou l'éradiquer. En ce sens, il n'existe pas en Algérie de politique de prise en charge du phénomène par la mise en place de règlements clairs sur l'usage des drogues licites, pour pouvoir combattre sans remise les drogues nocives et les narco-trafiquants. De telles règles, outre de permettre de limiter l'accès des jeu-

nes aux drogues dangereuses, permettent aussi de mieux se concentrer sur l'essentiel : la lutte contre les drogues par la mise en œuvre de moyens humains, matériels, financiers et techniques pour endiguer un phénomène qui a pris ces dernières années des proportions alarmantes dans notre pays. Dans ce contexte, il faut relever l'ineffectivité des campagnes d'information en direction des jeunes et de la population, tant pour sensibiliser sur le phénomène de la drogue que pour expliquer une donnée, sans doute récente, mais dont la dangerosité pour la santé de tous est réelle. De ce point de vue, l'Etat tout en s'impliquant par la mise en œuvre d'une politique de prise en charge de ce problème spécifique - dans la lutte contre le fléau de la drogue - doit également, en amont, mettre à la disposition de la jeunesse les moyens de se réaliser par le travail et par la conquête d'une place dans la société, qui sont encore les meilleurs moyens de détourner les jeunes de la consommation de ces substances nocives, et de leur commercialisation qui devient un palliatif à leur marginalisation dans la société. En fait, le problème de la drogue est double, aussi sa solution ne peut se limiter au seul aspect répressif du phénomène.

O. S.